

Que fait l'Éducation nationale pour protéger les enseignants et les élèves ?

Après Samuel Paty et Agnès Lassalle, Dominique Bernard, professeur de français, a été assassiné en octobre 2023. L'évènement révèle un profond glissement en dehors de la norme, un basculement historique dont il nous faut prendre la mesure urgemment, tant les conséquences pour l'école s'annoncent lourdes.

Laurence DE COCK, membre du Comité national de la LDH

Dominique Bernard, professeur de français à Arras, est mort, assassiné le 13 octobre 2023. A priori l'histoire a tout de l'épouvantable fait divers : surgissement d'un ancien élève devant un établissement scolaire, agression au couteau de l'enseignant, qui tente de faire barrage. Mais tout le monde sait qu'il s'agit bien d'autre chose. D'abord parce que ce crime vient s'inscrire dans la continuité funèbre de celui contre Samuel Paty trois ans plus tôt, ainsi que du crime contre Agnès Lassalle, tuée en classe par un élève. Ensuite parce que l'assassinat d'un enseignant, qui plus est par un ancien élève, confine à l'inimaginable.

Dans la cour du collège-lycée d'Arras, un professeur d'EPS a reconnu l'élève en question, ou plutôt il ne l'a justement pas « reconnu », si l'on en croit ses paroles rapportées par *Le Monde*⁽¹⁾ : « *Que se passe-t-il*

Mohamed, je ne te reconnais plus ? ». La petite phrase en apparence anodine dit tout du lien spécial qui unit un enseignant à ses élèves. Que ces derniers se transforment en criminels et s'en prennent à un enseignant, à leur « ex-prof », est plus qu'anormal ; c'est resté longtemps impensable, et le fait que cela soit arrivé appelle à une réaction rapide et à la hauteur du choc produit. Il faut dire que l'institution ne nous y aide guère et que l'atmosphère de plus en plus irrespirable imposée par les grilles d'analyse de l'extrême droite et reprise en boucle par de très nombreux médias ne nous facilite pas non plus la tâche.

L'héroïsme ordinaire du métier

Nous ne sommes pas sortis de l'onde de choc provoquée par ces crimes et nous restons comme suspendus, entre angoisse et déni. Et pourtant il est urgent de pen-

ser, des poser des mots clairs sur ce qui a rendu possible ces gestes, et surtout sur ce qu'il reste possible de faire. Sauf à se laisser tranquillement porter par la vague, jusqu'à couler.

Il ne suffit guère d'invoquer la sempiternelle « formation à la laïcité » (des profs comme des élèves) comme un mantra, sans jamais spécifier ce qu'on y mettrait, et avec une croyance toute magique dans les vertus performatives des savoirs scolaires. Disons-le, c'est même très paresseux. De même est-il inutile, voire contre-productif, de guetter le moindre manquement au respect de la minute de silence par des enfants lors des hommages à Samuel Paty ou Dominique Bernard, pour saisir l'occasion d'une criminalisation supplémentaire des musulmans. On chiffre à quatre-vingt-cinq le nombre d'élèves exclus de leur établissement en novembre 2023, pour ces raisons. Quel est l'intérêt éducatif d'une telle mesure, sinon nourrir plus avant le ressentiment vis-à-vis de l'école publique ? Lorsque monsieur le professeur d'EPS s'adresse à ce qu'il pense rester d'humanité chez le jeune meurtrier, il fait tout

« La protection des enseignants ne devient une question qu'à l'aune de l'opinion publique et non des besoins des enseignants. Ce pourquoi les politiques rivalisent d'effets d'annonce purement sécuritaires sur des mesures inapplicables et ignorent ostensiblement les solutions proposées par les enseignants eux-mêmes. »

(1) www.lemonde.fr/societe/article/2023/10/14/attaque-a-arras-la-france-en-urgence-attentat-apres-un-nouvel-assassinat-d-enseignant_6194319_3224.html.

l'inverse car il mobilise l'un des piliers du métier d'enseignant : la foi dans l'éducabilité de chaque enfant ou adolescent. Il agit comme si rien n'était jamais perdu, même en situation extrême. C'est aussi sans doute ce qu'avait tenté de faire Dominique Bernard avant lui. Ce geste nous oblige et c'est là que se niche l'« héroïsme » – s'il en est un – de nos collègues : dans l'acte d'avoir tenu jusqu'au bout la ligne éthique du métier. C'est précisément cette ligne (de crête) qui est aujourd'hui mise à mal par des réactions institutionnelles et politiques complètement hors sujet.

La peur n'est jamais bonne conseillère

Que les enseignants aient peur est bien normal. Que l'institution surfe dessus pour légitimer ses mesures sécuritaires l'est beaucoup moins. Faut-il installer des portiques de sécurité ? Mettre à disposition des boutons d'alerte dans toutes les salles de classe ? Et pourquoi pas fournir une arme d'autodéfense et un gilet pare-balles à chaque enseignant ? La course aux idées absurdes s'adosse à ce qui est supposé être une demande sociale des enseignants ; ce que rien ne prouve. En réalité, les enseignants ont bel et bien des réclamations qui, elles, ne sont jamais entendues : travailler dans des conditions décentes d'encadrement des élèves, plutôt que de focaliser sur les moyens de les réprimer. Ces conditions ont été maintes fois détaillées : réduction de la taille des établissements scolaires, baisse des effectifs dans les classes, conditions d'accueil décentes dans des bâtiments entretenus et propices aux moments de sociabilité. Bref, une école dans laquelle tout le monde se sente bien. On en est loin. De même, la tendance actuelle à déléguer immédiatement à la police ou à la justice remet en cause la philosophie des procédures disciplinaires internes à l'Education nationale. Pire encore, l'annonce, par l'ex-ministre de l'Education nationale Gabriel

Si l'école a sa carte à jouer, c'est en tenant bon sur son socle rationnel, dans toutes les matières, mais aussi en réfléchissant à des pédagogies soucieuses de ne laisser aucun enfant sur la touche et de véhiculer cette saveur des savoirs, seule à même de s'opposer à l'attractivité pour l'irrationnel et la violence, qui souvent l'accompagne.

Attal, de sa volonté d'exclure les élèves qui ne respectaient pas la minute de silence court-circuite une procédure qui devrait rester régie par une boussole éducative et non purement répressive. En résumé, l'école n'a pas vocation à se confondre avec la police.

Protéger les enseignants du harcèlement

Pour autant, une nouvelle coordonnée s'invite dans l'affaire depuis quelques années. Victimes eux aussi de l'emballement des réseaux sociaux, les enseignants se voient de plus en plus souvent jetés en pâture par des parents mécontents, et désormais par un réseau de « Parents vigilants », constellation d'extrême droite liée au parti Reconquête!, d'Eric Zemmour. Le répertoire d'action est toujours le même : dénonciation d'un projet ou d'un exercice donné en classe, mise en circulation du nom de l'établissement mais aussi parfois de l'enseignant, de son visage, de son adresse privée... C'est ce qui est par exemple arrivé à Sophie Djigo, enseignante de philosophie à Valenciennes, qui avait prévu d'organiser une rencontre entre ses étudiants de classe préparatoire et une association d'aide aux migrants⁽²⁾. Dénoncé par une collègue membre active de ce réseau « Parents vigilants », son projet a été transformé en « visite d'un camp de migrants » puis a circulé sur les réseaux,



© PEXELS, MAX FISCHER, LICENCE CC

au point de provoquer des menaces de mort, lesquelles se sont réitérées à l'occasion du meurtre de Dominique Bernard, à Arras. Sur cet événement pourtant nettement plus inquiétant que des paroles provocatrices d'élèves, l'institution est restée muette. Pire, sa première décision a été d'ajourner la sortie. On ne pouvait donner plus l'impression de cautionner la campagne de diffamation de la professeure de philosophie. Depuis plus d'un an, et malgré les relances syndicales, rien ne s'est passé. L'institution semble paralysée et impuissante face au harcèlement et menaces que subissent des enseignants de plus en plus nombreux. Ironie de l'histoire, le harcèlement scolaire a pourtant été promu – fort légitimement – cause nationale ; mais qu'en est-il du harcèlement des enseignants ?

Il y a là un chantier majeur à prendre en main. On se souvient en effet que c'est parce que Samuel Paty avait été livré à la vindicte des réseaux sociaux sur la base

« On se souvient que c'est parce que Samuel Paty avait été livré à la vindicte des réseaux sociaux qu'un terroriste islamiste avait fini par le décapiter. C'est en profitant du silence coupable de l'Education nationale que prospère le réseau zemmourien "Parents vigilants", qui s'est récemment vanté d'avoir intégré quelques conseils d'école et d'administration lors des élections de parents d'élèves à la rentrée 2023. »



« Nous vivons une période de guerres, pandémies, violences sociales particulièrement aiguës, mais nul ne se soucie de la parole des enfants, sauf lorsqu'elle sort du droit commun et semble justifier un "signalement" ou autre décision répressive. »

exprimé. On comprend dès lors que la protection des enseignants ne devient une question qu'à l'aune de l'opinion publique et non des besoins des enseignants. Ce pourquoi les politiques rivalisent d'effets d'annonce purement sécuritaires sur des mesures inapplicables et ignorent ostensiblement les solutions proposées par les enseignants eux-mêmes.

Recueillir les angoisses des élèves

Un autre impensé de l'Education nationale est la question des angoisses des élèves. Il va de soi que l'assassinat d'enseignants, dans l'enceinte de « leur chez eux », génère pourtant des questions très légitimes : « Est-ce que ça peut arriver ici ? » « Ma maman est professeure, j'ai peur qu'il lui arrive la même chose », etc. Telles sont par exemple les questions que nous avons pu entendre lors des discussions. Dès qu'un drame se produit, le rectorat annonce des « cellules d'écoute » dans l'établissement concerné. C'est pourtant l'ensemble du territoire qui est affecté et sur lequel l'écoute est primordiale. Mais comment faire, dès lors que toute la chaîne médico-sociale des établissements est consciencieusement démantelée parce que jugée comme trop coûteuse ? Nous vivons une période de guerres, pandémies, violences sociales particulièrement aiguës, mais nul ne se soucie de la parole des enfants, sauf lorsqu'elle sort du droit commun et semble justifier un « signalement » ou autre décision répressive. C'est d'autant plus pernicieux que n'importe quel spécialiste des enfants explique que les mots qui sortent en situation de stress ne correspondent jamais à l'expression structurée et rationnelle d'un point de vue ou parti-pris, mais relèvent davantage de l'interpellation ou de l'alerte. Décoder les paroles d'enfants, cela s'apprend. Or l'indigence de la forma-

tion initiale et continue des enseignants empêche toute réflexion collective sur le sujet. Les paroles sont alors soit « silencieuses », niées ou considérées comme des mots d'adultes pouvant mener à taxer des enfants d'« apologie du terrorisme ». Cela s'applique aussi aux adolescents collégiens et lycéens dont certains, en sus des angoisses, affirment également une colère ou une rage face aux injustices. Il n'est nullement question de tout laisser dire, mais postuler l'éducabilité de toutes et tous, c'est aussi commencer par interroger ce qui n'arrive pas à se dire derrière ce qui est dit. C'est le rôle de l'école.

Revoir les programmes scolaires

Enfin, il a beaucoup été question de l'enseignement de l'histoire-géographie et de l'éducation à la citoyenneté, dans la foulée des assassinats de Samuel Paty et Dominique Bernard. Il est vrai que le tueur de ce dernier aurait déclaré chercher « *un prof d'histoire* ». Depuis le cours sur la liberté d'expression proposé par Samuel Paty, on aime dire que ce sont les professeurs d'histoire-géographie qui, gardiens de la raison contre la passion, seraient les plus visés. C'est là encore une vision assez réductrice des choses. Toutes les disciplines scolaires sont susceptibles d'être ciblées par des terroristes radicalisés, hostiles aux connaissances susceptibles de heurter le socle intégriste de leur foi. C'est l'école entière qui est attaquée, pour ce qu'elle représente : un lieu des savoirs, un lieu hostile. C'est pourquoi on ne résoudra évidemment rien en « renforçant l'éducation civique », comme c'est annoncé. Si l'école a sa carte à jouer, c'est en tenant bon sur son socle rationnel, dans toutes les matières, mais aussi en réfléchissant à des pédagogies susceptibles de concurrencer des récits concurrentiels et mortifères ; à savoir des pédagogies soucieuses de ne laisser aucun enfant sur la touche et de véhiculer cette saveur des savoirs, seule à même de s'opposer à l'attractivité pour l'irrationnel et la violence qui souvent l'accompagne. ●

d'un mensonge qu'un terroriste islamiste avait fini par le décapiter. C'est en profitant du silence coupable de l'Education nationale que prospère ce réseau zemmourien qui s'est récemment vanté d'avoir intégré quelques conseils d'école et d'administration lors des élections de parents d'élèves à la rentrée 2023. Le 4 novembre 2023, le sénateur zemmourien Stéphane Ravier organisait au Sénat un colloque en présence de Marion Maréchal Le Pen et Eric Zemmour, et en compagnie des représentants officiels du réseau « Parents vigilants ». Là encore, silence radio de l'institution, comme de la plupart des partis de gauche qui se sont contentés de quelques tweets de réprobation (qu'il a fallu aller mendier). Depuis, le député Génération.s, Benjamin Lucas, a fait savoir qu'il demandait l'ouverture d'une commission d'enquête sur l'entrisme de l'extrême droite dans l'Education nationale. C'est un début. Mais interpellé sur ce sujet par une large intersyndicale, Gabriel Attal ne s'est pas

(2) Voir www.liberation.fr/politique/attaque-a-arras-rendue-responsable-du-drame-sur-les-reseaux-sociaux-une-enseignante-menacee-par-l'extreme-droite-20231013_JYBWK75NNAAZIAPD5HCTC7O3l/?redirected=1.